



définitivement condamnés ?

Chaque année, les petits producteurs travaillent plus : chaque année, ils gagnent moins. Est-ce que ça peut durer ?

Les paysans subissent une dégradation extrêmement rapide de leurs revenus. Depuis un an, les coûts de production (engrais, aliments du bétail, matériel...) ont augmenté de l'ordre de 30 %. Dans le même temps, les prix à la production ont stagné ou connu une baisse catastrophique comme la viande. Nul ne conteste que la diminution des revenus des paysans, en 1974, sera de 15 à 20 %. C'est une moyenne, mais cette baisse ne sera pas subie uniformément. Une fois de plus, ce sont les petits producteurs, notamment les éleveurs et surtout ceux qui ont dû investir pour survivre, qui seront les plus durement touchés. Ils risquent de se trouver nombreux, contraints au départ.

LA RÉPONSE DU POUVOIR. Cette diminution du nombre des paysans est voulue par le gouvernement (voir conférence de presse de Bonnet, ministre de l'agriculture, du 17 juillet 1974). Mais elle doit se faire sans explosion de colère trop forte, donc contrôlée par le syndicalisme officiel FNSEA-CNJA. Aussi, des mesures ont-elles été prises :

- des aides directes à la vache, à la truie : ces aides, bien inférieures à la perte réelle de revenu subie par les paysans, ont surtout un rôle psychologique à l'égard des paysans (pour se conserver leur appui politique) et à l'égard des autres couches sociales (pour manifester que l'agriculture coûte cher et justifier ainsi la « nécessaire modernisation » du secteur).

- augmentation des prix de 5 %, décidée à Bruxelles. Cette augmentation identique pour tous les produits favorise une nouvelle fois les productions végétales où les gains de productivité sont les plus rapides. D'autre part, comme toute augmentation en pourcentage, elle favorise les gros producteurs et accroît les

écarts des revenus. Pour nous, cette politique des prix est injuste.

L'EMBRIGADEMENT. La crise actuelle n'est que l'accélération d'une évolution générale... c'est la soumission économique des producteurs aux industries d'amont et d'aval qui imposent leurs prix, et mettent en concurrence les producteurs de régions et pays différents. Cela suffit pour embrigader les producteurs. Les industriels l'ont bien compris. Nul besoin d'intégrer totalement les producteurs. Au contraire en les laissant propriétaires des moyens de production (bâtiments, animaux, foncier...), ils les obligent à prélever sur leur revenu l'argent nécessaire à l'acquisition et au renouvellement de ces moyens. La rémunération du travail, c'est ce qui reste, s'il en reste. Dans cette situation, les paysans sont condamnés à produire plus ou à partir. Les pouvoirs publics sont là pour veiller à ce que la manœuvre se fasse dans le calme et donner des aides sociales aux exclus.

OBJECTIFS DE LUTTE. Seul un changement de société permettra de casser cette mécanique qui asservit les producteurs agricoles... de la même façon que les travailleurs des autres secteurs. Dès aujourd'hui, nous devons la refuser, et combattre le système capitaliste.

Il faut exiger un revenu minimum garanti, par travailleur agricole. La première étape d'une telle revendication est d'exiger, pour chaque produit, un prix qui prenne en compte les coûts de production réels (rémunération du travail inclus). Ce prix sera garanti pour une quantité maximum par producteur. De plus, l'unicité de prix de marché dans les communautés implique la fixation de compléments de prix pour tenir compte des disparités régionales, et de la nécessité de maintenir une population rurale dans des régions défavorisées.



Exiger aussi un contrôle populaire sur les circuits de distribution. Entre les producteurs et les consommateurs, il y a de multiples intermédiaires. C'est avec les travailleurs qui transportent, transforment, conditionnent et distribuent les produits agricoles et alimentaires que producteurs et consommateurs doivent exercer un véritable contrôle populaire sur les circuits.

Dans le réseau complexe des intermédiaires, il y a le plus souvent un petit nombre de gros acheteurs qui manipulent le marché. Par exemple, dans la viande, un petit nombre d'acheteurs (industriels et coopératives) disposant de possibilités de stockage (et recevant des aides de Bruxelles pour cela), accaparant les contrats d'import-export (avec l'aide, une fois de plus, des pouvoirs publics), représentant environ 10 % du marché national, sont de fait — avec la complicité des pouvoirs publics — les véritables maîtres du marché. Montant des opérations spéculatives à l'échelon international (importation, exportation, stockage de report), ils acquièrent la puissance financière qui leur permet d'asseoir encore davantage leur mainmise sur les circuits de distribution.

Nous demandons la création de véritables offices par produit (et non d'office bidon comme l'ONI-BEV) avec contrôle des producteurs, des consommateurs et des travailleurs du circuit. Ces offices, comme l'ONIC à son origine, auront pour but d'organiser les fonctions techniques du ravitaillement tout

en assurant un revenu minimum aux producteurs.

Aujourd'hui, des ventes directes seront pour nous l'occasion de dénoncer les manipulations du marché et une occasion de confrontation entre les producteurs, les consommateurs et aussi souvent que possible les travailleurs du circuit.

L'ARGENT DES GROS. Exiger enfin un contrôle populaire sur les sols et le crédit. La terre, le crédit, sont les moyens de productions des paysans. Mais aujourd'hui chez les notaires et les experts fonciers, parfois à la SAFER, l'argent des gros et des malins achète de plus en plus cher toutes les terres libres. Le crédit est réservé à ceux qui possèdent déjà. Il faut donc :

- réserver en priorité l'attribution des sols disponibles aux petites exploitations ;
- interdire toute opération spéculative ;
- exiger la publicité des prêts du Crédit agricole et des opérations des SAFER.

Les paysans anticapitalistes doivent s'organiser. De plus en plus nombreux, des paysans se situent dans le camp anticapitaliste. Selon les conditions locales, certains ont rompu avec le syndicalisme traditionnel, d'autres continuent de travailler à l'intérieur des structures existantes. Il est urgent que ces paysans s'organisent et coordonnent les initiatives à la base

Commission nationale agricole □